



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/12/2025

Chili : trente-cinq ans après la fin de la dictature.

L'extrême droite de retour au pouvoir.

Au Chili, le candidat défenseur de la dictature de Pinochet, José Antonio Kast, 59 ans, fils d'un soldat allemand membre du parti nazi d'Hitler ayant fui son pays vers l'Amérique latine, brigait la présidence pour la troisième fois. Le candidat d'extrême droite a largement remporté le scrutin face à la candidate de gauche Janet Jara (communiste).

Le candidat a gagné dans toutes les régions, teintant de bleu l'ensemble du pays, y compris dans le fief historique de la gauche, Santiago et sa banlieue. « *Rien ne serait possible si nous n'avions pas Dieu* » a déclaré M. Kast.

Son triomphe confirme ainsi le tournant à l'extrême droite engagé par l'Amérique du Sud. Les élections législatives étaient tenues en parallèle de la présidentielle faisant entrer au Parlement chilien 90 députés de droite sur 155 et 27 sénateurs sur 50. Cette droitisation de tout le champ politique concerne d'autres pays du continent.

Un rappel, la candidate de la coalition de centre gauche au pouvoir n'avait recueilli au premier tour que 26,71 % des suffrages, contre 24,12 % pour son rival. Lors de ce premier tour l'extrême droite était aussi représentée par le député libertarien Johannes Kaiser, souvent présenté comme la version chilienne du président argentin Javier Milei recueillant 13,93 % des suffrages. L'économiste Franco Parisi avait créé la surprise en terminant troisième avec 19,42 %, candidat populiste avec un programme anti-immigration demandant de mettre des mines tout le long de la frontière et la construction de bateaux prisons. Quant à elle, la candidate de la droite traditionnelle Evelyn Matthei obtenait 12,70 %. Des scores permettant une victoire extrêmement large au second tour, 58 % des voix en faveur du candidat incarnant l'extrême droite contre 42 % pour Janet Jara. Ce résultat traduit les déceptions nées du cycle ouvert en 2019, dans un contexte régional marqué par la montée des droites radicales et les thèmes de l'insécurité et de l'immigration. Pourtant, entre mars 2022 et avril 2025, Janet Jara, ministre du Travail et de la Protection sociale au sein du gouvernement Boric était la première ministre du Travail membre du Parti communiste depuis la transition chilienne vers la démocratie. Elle a piloté à ce titre plusieurs réformes majeures du gouvernement, notamment la réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures, l'augmentation du salaire minimum et une réforme des retraites mettant fin au système de capitalisation individuelle hérité de la dictature de Pinochet en introduisant une contribution partagée des entreprises. Insuffisant face à la profonde déception à l'égard de Gabriel Boric, élu pour réformer le pays il n'a pas répondu aux attentes qu'il avait suscitées promettant une refonte du modèle chilien comme partout la sociale démocratie ne s'est pas *attaquer frontalement au patronat*.

Autre élément clé l'instauration du vote obligatoire. On avait 8 millions de votants au second tour en 2021, là on en a 13,5 millions : cinq millions de nouveaux électeurs ayant concrètement voté à l'extrême droite : Kast double son score par rapport à 2021. Cette mobilisation électorale s'est faite autour d'un thème central : *sécurité-migration* ». Une majorité de Chiliens associe la montée de la criminalité à l'immigration irrégulière. Un lien infondé mais la société chilienne est marquée par de nouvelles formes de violence et l'arrivée massive de migrants, notamment vénézuéliens. Kast promettait des expulsions massives, la construction d'un mur à la frontière, le renforcement de l'armement de la police et le déploiement de l'armée dans les zones critiques...

Janet Jara, la candidate de la gauche, sur son compte X dit avoir communiqué avec le président élu... « *pour lui souhaiter du succès* ».

Le Parti communiste du Chili (PCCh) a appelé dans un communiqué à renforcer la plus large unité possible des forces de gauche et progressistes afin de défendre les acquis sociaux du pays : « *La pension universelle garantie, la semaine de 40 heures, la gratuité des soins de santé publics, les droits des femmes et la protection sociale ne*

sont pas garantis si nous sommes divisés »...« Le mandat est donc clair : l'unité pour protéger les acquis et progresser sur le chemin qui reste à parcourir ». Nous devons, a-t-il affirmé, « être plus à l'écoute et parler à tout le pays de ce qui compte vraiment : qu'une vie digne et juste pour tous est possible ». Le Parti communiste chilien présente un profil social-démocrate, considéré comme un parti modéré et réformiste par rapport à d'autres partis communistes. Pour changer de politique, il ne suffit pas seulement de prendre le pouvoir politique mais il faut aussi arracher aux capitalistes les moyens économiques, financiers. La propriété des moyens de production et d'échange doit revenir au peuple et être gérée pour la satisfaction des besoins sociaux.